



*Ceci est-il un pré... care ?*

volume 2

Juillet 2022

\* : *Sans droit ni titre*

temps de lecture : quelques laps  
temps de production : c'est selon

Cette brochure est le résultat de témoignages enregistrés,  
durant deux après-midi d'été.  
Ce qui explique sa forme.

La transcription a essayé de rester fidèle au style oral.  
Quelques précisions contextuelles ont parfois été ajoutées.

# Le « choix » de ne plus travailler



J'avais l'impression d'être dans une situation plus précaire quand je travaillais, là où je ne peux pas vraiment me projeter, économiquement parlant, puisque j'ai décidé de ne plus être salariée. Cela se jouait sur le temps que je passais au boulot, à courir pour aller au boulot et pour gérer le quotidien, et ne pas avoir le temps de faire autre chose que tout ça.

Pour un salaire... le plus que j'ai touché, c'est 1176 € en bossant 42 h : semaines annualisées, en tant qu'assistante d'éducation dans un lycée. Tu bosses comme ça et tu n'arrives pas à finir les fins de mois.

Et quand je me suis dit que j'arrêtais, j'ai récupéré du temps. Certes, la situation économique s'effondre. Mais cela permet de prendre du recul et de se dire que ce n'est pas possible, ce n'est pas acceptable qu'ils nous mettent dans ce genre de situation.

Et même avec le recul, même si j'avais réussi à juste boucler mes factures, est-ce vraiment ça qui est important ? Ce qui me posait problème, c'est cette espèce d'aliénation perpétuelle, le temps passe hyper vite, les années défilent.

Le temps nous est volé.

Et y a ce truc de voir les autres qui s'accommodent de ça, ou du moins ne questionnent pas ça. Quand je dis les autres, je parle de mes collègues qui étaient dans la même situation que moi. Tu sentais qu'il y avait une vraie souffrance de ne pas finir les fins de mois, mais que c'était normalisé, c'était accepté, ça allait avec le poste : « on a signé pour ça, c'est normal ».

Ça m'a pas mal foutu en colère.

C'est surtout le miroir des autres qui m'a permis de voir ma propre situation et de voir ce qui était de l'ordre de l'acceptable ou pas.

En commençant à élargir le champ de vision, on se rend compte que on retrouve ça dans plein d'endroits : c'est accepté de passer énormément de temps au boulot, ou dans les transports pour aller au taf. Et tout ça pour galérer et ne plus avoir de temps pour autre chose que ça. De manière générale, pour tout le monde.

Le statut d'assistant d'éducation, c'est des contrats d'un an, renouvelables six fois, on est annualisés, les vacances scolaires sont payées. Il y a quand même l'obligation, en fin de CDD, de faire une lettre de motivation pour être repris l'année d'après. Parfois, il y a des situations où on est vus en entretien par le chef d'établissement. Du coup, il y a ce truc où il faut être dans les clous, tout au long de l'année, avec la politique de l'établissement.

Par exemple, lors de la mise en place des protocoles sanitaire (COVID), toute l'équipe d'assistantes d'éducation n'était pas d'accord, même assez en colère avec ces protocoles. Mais il y avait la peur de ne pas voir son CDD renouvelé l'année suivante. Il a fallu déconstruire ça, en parler

beaucoup, collectivement, pour poser le fait qu'on n'était pas d'accord avec certains trucs ou simplement pour ne pas appliquer certains trucs sans trop le revendiquer.

Cela a commencé comme ça.

Le contrat précaire, un peu partout, ça permet de museler les gens et d'en faire ce qu'on veut.

Même au niveau des enseignants, il y a des statuts précaires : des profs vacataires, des enseignants qui sont encore étudiants et qui sont envoyés dans plusieurs établissements. Aux yeux des élèves, ils ont le même statut, mais en fait, dans la réalité, ils ne sont pas payés pareils, ils ne sont pas traités pareils.

On n'en parle pas tellement au sein de toutes les équipes de l'établissement. C'est chacun dans son coin. Il y a une salle de pause pour les AVS, une pour les assistants d'éducation, une pour les profs, une pour les agents de régions. Et personne ne se rencontre trop, on reste dans son pré carré.

C'est hyper dur de créer du lien entre tous ces groupes-là. Pourtant il y a aussi ces questions de contrats précaires. Les protocoles sanitaires, tout le monde les a subis de la même façon au sein de l'établissement. Et on était tous d'accord sur l'élément déclencheur de la colère qui était : on n'arrive pas à s'occuper des élèves comme on voudrait.

Il y avait pas mal de trucs sur lesquels on aurait pu se mettre d'accord et poser d'autres réflexions collectivement, notamment sur les statuts, les contrats, les revalorisations salariales. Mais rien que la rencontre de base était compliquée.

On a réussi à avoir le soutien des profs dans un lycée, parce qu'ils ont eu honte que ce soit les assistantes d'éducation qui se bougent le cul. Ils l'ont dit. Il y eut une réunion informelle sur le parking un après-midi. Une prof d'allemand nous a dit : « quand on a vu que vous vous bougiez et qu'on sait combien vous êtes payés, je me suis dit : il faut bouger ». En fait, ils ont fait une caisse de grève pour nous, il n'y avait pas grand-chose, mais ils l'ont faite spontanément.

Les profs n'ont pas dit pourquoi ils ne s'étaient pas bougés. Dans un autre lycée, une prof a dit « je ne vais pas faire grève, parce que je suis plutôt bien lotie ». Quand je lui ai fait remarquer que l'AVS dans sa classe ou les assistant-es d'éducation avaient besoin de son soutien parce qu'ils n'étaient pas logés à la même enseigne qu'elle, elle a eu l'air de tomber des nues, en disant « je n'avais pas vu ça comme ça ». Je trouve ça gravissime.

Ils ne se rendent même pas compte que leur jeune collègue en face, il n'a pas le même statut, qu'il n'est pas payé pareil, qu'il est envoyé sur deux établissements différents, qu'il n'a pas de frais de déplacement. Rien que ça.

On ne parle même pas des agents de région qui ont tout un système de flicage sur le dos : ils passent en entretien avec leur supérieur direct.

En Bretagne, il y a eu des cas où l'intendant bloquait toutes les portes de quelqu'un qu'il avait dans le pif. Si tu as une mauvaise appréciation, tu ne peux pas être employé ailleurs dans la région. Et qui fait alors la médiation ?

Quand tu n'as que des petits contrats de merde, avec des horaires à la con, parce que tu fais la restauration, le ménage, etc. que ton supérieur t'a dans le pif...

Tu attends juste un renouvellement de contrat à la semaine (ils font parfois des remplacements de maladie à la semaine, où ils sont envoyés dans pleins d'établissements différents) et ton supérieur peut te mettre en bas de la liste, et c'est mort pour toi.

Il y a aussi ce rapport de pouvoir.

Je trouve fou qu'au sein du même établissement, personne ne se soucie du statut de son collègue.

C'est comme ça dans tout le salariat, il y a du précaire dans le salariat.

# Il y a vraiment à foutre en l'air cette machine



Qu'est-ce que la précarité avec les administrations ?

Ne pas avoir d'interlocuteurs qui maîtrisent le sujet, avoir des interlocuteurs à répétitions. Avoir le sentiment, quand c'est par téléphone, d'avoir un écran de fumée qui te fait patienter. Tu n'as pas de réponse : on va vous rappeler, et on ne te rappelle évidemment pas.

C'est usant.

J'ai trouvé chouette qu'on me dise, à 55 ans : Attention, retraite, dans les starting-blocks ! J'ai reçu des montagnes de papelards, parfois deux fois, trois fois les mêmes, tu ne sais pas pourquoi. Tu réponds quand même parce que tu es formaté-e. J'avoue que je ne comprends rien à tout ça. Alors, tu remplis sans comprendre.

Finalement, quand tu as une carrière en pointillés, ou dans deux pays différents... J'ai été fonctionnaire en Belgique, et j'ai fait aussi du privé. Ça a été un moment fragile de dire : je ne veux plus travailler dans l'institution publique parce que ça se délite, je ne veux plus accompagner le système.

J'arrive ici, j'ai eu une carrière en pointillés.

Je pensais que c'était les services dits publics qui allaient m'apporter des éléments pour la marche à suivre, dans la demande de pensions de retraite. Je me suis rendue compte qu'il y avait aussi une forme d'externalisation. On te demande de participer à la recherche des informations.

J'étais en ASS (allocation de solidarité spécifique, 516€ en 2022) et ma conseillère Pôle emploi me demandait si j'allais être à la retraite. Mais ça ne dépendait pas de moi. J'avais fait la demande mais j'ai des papiers qui disent que je ne peux pas être à la retraite avant 2024. Et pourtant, depuis juin 2022, je commence à en toucher un bout.

Tu n'as plus de documents papiers. C'est rigolo : les rares documents tangibles, que j'ai pu avoir, infirment complètement ce qui se passe. C'est Kafka, Ubu, je ne sais comment il faut les appeler. Jusqu'à la dernière conseillère Pôle emploi à qui j'ai appris ce qu'était l'ASPA (Allocation de Solidarité aux Personnes Agées) Elle ne connaissait pas ce qu'était le minimum vieillesse ! C'est curieux d'apprendre cela à des personnes qui devraient pouvoir te donner des pistes.

Il y a un pourcentage énorme<sup>1</sup> de la population qui ne sait pas qu'elle peut toucher l'ASPA. Et si tu ne la demandes pas, tu ne la reçois pas. Ce n'est pas automatique. Et comme ce sont les femmes qui ont des carrières plutôt décousues, il y a donc une majorité de femmes qui ont non seulement une petite retraite d'office mais en plus, elles ne savent pas qu'elles peuvent faire une demande raccord.

---

<sup>1</sup> 47% des 65/69 ans (52% sont des femmes ; 44% des hommes) et 56% des plus de 85 ans ne demande pas l'ASPA

Pour rappel, la France comptait début 2020 près de 15,5 millions de retraités. Environ 37% d'entre eux percevaient une pension mensuelle de droit direct inférieure à 1 000 euros bruts.

Cela veut dire en moyenne 200 € en moins sur une petite retraite.

Pour finir tu en rigoles.

J'en discute avec des copines qui sont en retraite depuis trois ou quatre ans. On s'est rendu compte que cela s'est délité en trois ou quatre ans : il n'y a plus de service physique. J'ai eu quelqu'un au téléphone qui m'a dit : « mais madame, vous avez eu un rendez-vous physique : c'est terminé ».

Il n'y a pas de joker.

- Et comment je peux avoir les infos ?

- Il suffit d'aller sur le site .gouv.fr

Je n'ai pas réussi à m'y repérer.

Récemment encore, j'ai réussi avoir la personne qui s'occupe de mon dossier retraite. Je voulais savoir à quelle sauce j'allais être mangée pour anticiper.

J'ai reçu un document : tu vois des chiffres qui fluctuent d'un mois sur l'autre, tu ne comprends pas pourquoi. La dame qui s'occupe de mon dossier essaie de m'expliquer comment c'est calculé. Je lui demande de m'envoyer des papiers. A chaque fois, j'essaie d'avoir des papiers institutionnel. J'ai eu un papier... toujours pas explicatif !

Ces parcours sont vraiment individualisés, tu ne peux pas faire un copier-coller. Je ne sais toujours pas combien je vais avoir de retraite en Belgique. J'ai envoyé les papiers dans les clous, il y a quatre mois, avec accusé de réception. Je n'ai toujours pas de réponse. En France, on m'a envoyé un papier disant que je ne devais m'occuper de rien et ne pas encombrer les services en demandant où en était mon dossier. Je leur ai renvoyé le bébé, en disant qu'ils s'en occupent, ça m'arrange bien.

J'en suis là.

J'ai 307 € de retraite ici en France, revalorisation comprise. L'ASPA devrait prendre le relai à hauteur de 700€ le premier mois, 500€ le suivant, 700€ le troisième et... 900 le quatrième. Pour le cinquième, je n'en sais rien !

La dame s'est voulue convaincante : on a tout calculé ! Mais l'ASS dont je viens, c'est linéaire, un encéphalogramme plat, je ne comprends pas maintenant que ce soit sinusoïdal. J'ai eu une réponse, papier, qui ne répond à rien.

Avec cette fluctuation, comment tu te projettes ?

Alors que dans les textes, c'est 916€.

Et ce n'est pas le cas.

Alors, quels sont mes recours ? A qui je m'adresse ?

De nouveau, tu es dans une forme de précarité.

Tu cours après le chouchou Tu dis : « c'est vous qui avez noté ça : j'y ai droit ? J'y ai droit ! »

Mais il y en a qui laissent tomber, c'est trop compliqué. Et ils reprennent un petit boulot, tout en étant à l'âge de la retraite. Je leur dit : « vous y avez droit, allons-y ! » Mais tu sens des gens qui en ont soupé, qui n'ont plus de ressort. Il y en a des milliers (300 000 d'après TF1).

Il y a vraiment à foutre en l'air cette machine !

Les rares fois où j'ai eu quelqu'un de compétent, (ce qui n'est pas sympa pour ceux qu'on ne forme pas et qu'on traite d'incompétent, du coup), il te donne des explications pour ton cas, et pour personne d'autres.

Les papiers qu'on m'a envoyés, je ne les comprends pas. C'est des listes de chiffres, tout est écrit en français. Eh bien, je n'y comprends rien. Ce n'est pas grave s'il y a quelqu'un qui me traduit derrière. Mais il n'y a pas ce quelqu'un, en tout cas, je ne l'ai pas trouvé.

En plus, quand tu as une carrière dans un autre pays, c'est le pays le plus-disant qui est la référence. En Belgique, la retraite est déjà à 65 ans, en Allemagne, c'est 67 ans. Et tu dois attendre le pays le plus disant pour avoir droit à la retraite en France ... Tu ne peux pas avoir la partie française de ta retraite avant 65 ans. Tu dois « liquider tes autres pensions » avant de récupérer la partie française. C'est très l'intelligent !

On est dans des fonctionnements individuels. J'ai posé la question autour de moi. On m'a répondu : « ouf, j'ai ma retraite, après moi les mouches ! ». Une fois que tu l'as, c'est le graal.

J'étais très en colère quand j'ai appris que l'ASPA n'était pas automatique, il faut vraiment que tu sois proactif.

J'ai ma colère à mettre quelque part : on va tenter de faire un café social, comme à Brest. Tous les mois, on accueillera des gens, avec des copines, on est gonflées parce qu'on n'y connaît rien. Mais on se dit : « on y a droit ? On y a droit ! »

Mais on fait ensemble, on essaie de créer une cohésion, quelque chose qui puisse durer dans le temps. J'ai découvert la méthode Alinsky (sociologue américain) qui prône de faire les choses avec ceux qui en ont besoin, on se prend en charge. La critique de ce système c'est qu'il y a beaucoup d'opportunisme, tu y vas parce que tu en as besoin, après tu lâches. C'est la seule piste que j'ai trouvée.

Ça ne me suffit pas de dire : ouf, avec 900€, je suis la reine du pétrole ! Mais toute seule ! Et alors les autres, qu'est-ce qu'on en fait ?



# Sortir du précarariat culturel



Je voudrais revenir sur l'idée de précarariat culturel.

Ce que j'ai constaté dans notre dernière aventure, notre désaccord avec l'administration sur le RSA qu'on veut nous sucrer, c'est qu'il y a une nécessité de connaître le langage de l'autre, de l'administration, du dominant.

On a dû faire face à une présidente de la commission locale d'insertion (CLI) et un élu, vice-président du conseil départemental qui étaient la parole dominante et avaient décidé, en amont de la réunion à laquelle nous étions convoqués, de ce qu'il allait advenir de nous. Dans la discussion avec eux, on a réussi à savoir où ils voulaient en venir et qu'ils ne voulaient pas dire au départ : qu'ils voulaient qu'un de nous deux retourne sur le marché salarial.

C'est bien de comprendre leur système, leur novlangue. La conseillère emploi qui nous suit, dans notre projet, nous a dit : « souvent, j'ai des personnes qui n'ont pas la même prestance que vous, qui n'ont pas le même langage que vous... ».

Ça aide un peu, mais ça peut jouer des tours : comme on parle bien, ils estiment qu'on peut nous recaser ailleurs. Alors que d'autres qui parlent moins bien, qui n'ont pas le bagou, vont être recasés dans un milieu d'insertion x ou y.

Connaître leur langage permet la confrontation avec eux, de ne pas baisser les yeux. Quand tu n'as pas les mots, les autres vont te fournir des injonctions, tu ne dis rien. Si tu as les mots, tu arrives à cerner où ils veulent en venir.

On est dans un parcours : après avoir déserté du salariat, vécu avec le RSA, bidouillé avec tout ça et essayé de construire quelque chose qui nous ressemble, on est rattrapés par la machine qui nous dit : « ça fait longtemps que vous êtes dans ce dispositif, il va falloir en sortir ».

Ce qu'on apprend en cherchant des chiffres, c'est qu'il y a une logique comptable. Il y a aujourd'hui 2 millions de gens au RSA. Il faut qu'il en sorte 115 000 par an. On est dans un système de chaises musicales, il y en a qui sortent et d'autres qui rentrent. Et nous, on fait partie des gens qui doivent sortir ... « par souci d'équité » !

Quand la présidente de la CLI nous a dit que « par souci d'équité », il fallait qu'un de nous deux reprenne le chemin d'un emploi salarié, nous on leur répond que le souci d'équité aurait déjà été de penser à la revalorisation des minima sociaux. Quand le RMI a été mis en place, il était à 50% du SMIC. Depuis, le SMIC a été revalorisé, mais le RSA (qui a pris la suite du RMI) n'a pas été revalorisé.

Dans l'injonction à aller travailler, c'est un de nous deux qui doit aller travailler. Sachant que sur le marché du travail, les femmes touchent souvent 20% de moins que les hommes, c'est ploum-ploum qui sera le mieux précarisé-e, qui sera la ou le mieux placé-e pour être précaire.

On a dit à la CLI : « c'est pas possible, on a un projet autour de l'éducation populaire, on a envie de finaliser ce projet. Si on va travailler, on n'aura pas le temps de finaliser notre projet ». Et par solidarité, on a dit : « ce sera tous les deux ou personne ».

A charge à eux de nous donner les éléments : qui va nous payer le carburant pour aller travailler, ça coûte cher d'entretenir une voiture. « Vous voulez nous faire travailler, mais pour quoi ? Si c'est juste par souci d'équité, on veut bien travailler, mais sur des problèmes sociaux. »

On parle à l'écu, socialiste, depuis trente ans à différents postes, qui siège aussi à la CLI. On leur a dit : « autour de la table, on est quatre à toucher les subsides de l'Etat... » Cet élu, à un moment donné, a défendu Benoît Hamon qui défendait le revenu universel. « Par souci d'équité, créons un revenu minimum d'existence, pourquoi pas réfléchir là-dessus, mais là on ne vous entend pas. »

L'écu qui avait une parole descendante, condescendante, patriarcale, autoritaire. Il a dit « pendant 40 ans, j'ai travaillé pour nourrir mes enfants. » Mais où a-t-il trouvé le temps d'être élu et de s'occuper de sa ferme ? De toute manière, ce n'est pas une réponse. La réponse aurait été de dire : vous avez un projet, on va vous donner les billes pour avancer sur votre projet. Il a un réseau formidable pour nous faire avancer dans notre projet, mais à aucun moment, il n'a eu cette attitude d'accompagnement. Il a plutôt été autoritaire : « vous êtes des feignasses ».

Il n'y a pas eu d'échanges d'idées.

Ce qui a été important pour nous, c'est qu'ils entendent la parole politique, ce qu'ils ne voulaient pas entendre.

-« On ne fait pas de politique.

-mais vous êtes élus, vous faites ou votez les lois, des directives ; etc.... »

Ils étaient dans le déni.

On était complètement dans le mépris de classe.

Il y a une mise sous pression dès le départ, dès le courrier de la convocation. Il était écrit : votre demande de RSA a été repoussée. Il y a donc un rendez-vous. Mais si vous ne vous venez pas, votre RSA sera suspendu. Jamais ils ne nous disent ce qu'ils attendent de nous.

Le courrier est arrivé 3 semaines et demie avant le jour de la réunion. On a eu le temps de cogiter, de se demander ce qui allait se passer et quelles seraient nos stratégies. C'est long !

Quand on téléphone à notre conseillère emploi, elle n'en sait pas plus. Elle se renseigne et nous rappelle en nous disant qu' « ils ont juste envie que vous leur racontiez la belle histoire de votre projet. » En fait, que nenni ! Ils avaient déjà décidé qu'au moins un de nous deux sorte du dispositif et retourne à l'emploi salarié. Cela suffit !

En plus le matin du rendez-vous, au moment où on allait partir, un secrétaire nous appelle pour dire que M et Mme Machins ne peuvent pas être là, et que le rendez-vous est annulé. « On vous joindra ultérieurement. » Là, on se dit : il n'y en a pas un pour prendre son téléphone et de nous expliquer la situation. On n'est qu'un dossier.

Eh bien, non ! On n'est pas un dossier, on est des êtres humains.

D'habitude, ils ont tout un blindage qui fait que si les gens répondent quelque chose, ils ont un cadre administratif rodé, des réponses toutes faites. Là, on a fissuré leur blindage. Ce qui était intéressant, c'est de voir quelles idées ils portaient derrière. Ce sont des idées hyper nauséabondes, de personnes qui étaient du bon côté et qui venaient nous donner des idées de c'est quoi le travail, c'est quoi l'effort.

Ce que j'ai aimé, c'est qu'on les a poussés dans leur retranchement pour qu'ils se rendent compte eux-mêmes, qu'ils sont trop pourris de la tête. Ils sont condescendants. Ils veulent que les gens regardent leurs pompes et disent : oui monsieur, oui madame.

Qu'ils aillent au diable !

Il y a plein de fois où les gens ressentent très, très fort ce mépris. Quand on a raconté cette entrevue à des gens de notre entourage qui ont à faire à l'administration de manière récurrente, ils nous ont dit : « c'est trop chouette que vous ayez tenu tête à ce type de personne, à cette manière d'avoir le pouvoir sur l'autre, et de pouvoir leur dire leur quatre vérités. »

A un moment donné il faut que ça cesse. On sait qu'on arrivera toujours à retomber sur nos pattes, même si c'est dur, on a la ressource. Mais il y a des gens qui ont à faire avec ces personnes-là qui n'ont pas la ressource.

On avait regardé dans la presse locale s'il y avait des informations sur cette personne, la présidente de la CLI, et dans un article, elle présentait la CLI comme *les meccanos de l'insertion*. Je lui ai dit : « mais vous, les meccanos de l'insertion, vous ne vous gênez pas, (c'est ce qui est écrit dans l'article) de sucrer 100€ à une dame qui ne répond pas au courrier sur ses prestations. Alors que vous ne vous êtes pas renseignés de savoir si cette dame avait des problèmes de santé, familiaux. Mais vous vous octroyez le droit de lui sucrer 100€ « pour la faire réagir ». Ce qui allait la mettre encore plus dans la merde. La faire réagir, cela aurait pu être un suicide, par exemple. Il y a une telle pression dans un courrier comme ça... Si le courrier arrive à un moment où il ne faut pas, il peut y avoir eu un craquage total. C'est dramatique. Elle prenait ça à la légère : « ça fait longtemps... » Oui, mais cela s'est passé quand même, et il y a eu une personne en souffrance.

Il faut sortir du précarité culturelle : connaître les mots les phrases, s'auto-former ou se former collectivement. Si on n'est pas armé face à l'administration, on prend des coups. Ça ne veut pas dire qu'on ne va pas prendre des coups, mais on est un peu plus solides pour y faire face.

Mon idée, c'est de monter des ateliers d'autodéfense : comment l'administration fonctionne, ce qu'on peut dire, comment faire une occupation, accompagner les gens pour qu'ils ne soient pas tous seuls, aider dans l'argumentation. Essayer de leur faire peur, que les gens arrêtent de ramper, c'est odieux !

Dans la salle d'attente de la CLI, il y avait un présentoir avec des bouquins. On aime ça, on se lève pour les regarder. Un monsieur qui attendait aussi son rendez-vous, il faisait autrement. Son assistante sociale arrive. Elle nous dit « ah, vous avez un liiiiivre ! C'est bien... » (prendre un ton infantilisant). Elle se tourne vers le monsieur : « eh vous monsieur machin, vous avez regardé les livres ? » Et le type, au lieu de lui répondre « non » (avec ton assuré), il dit « oh, des livres, où ça ? » (ton soumis). J'avais envie de vomir de cette situation où le type ne lui a pas répondu : « ben non, j'ai pas pris de bouquins ». Il s'est dit : si je veux sortir du rendez-vous avec ce que je suis venu chercher, il faut que j'aïlle dans son sens. »

Beurk !



Pour nous, après cet échange, il y a eu beaucoup de colère, forcément. L'élu était dans un ton moralisateur sur notre mauvaise volonté d'être « mordant » dans notre projet, on lui a dit : « vous touchez 3000€ par mois, plus les commissions, plus les déplacements, plus la retraite, c'est bien payé. »

Il ne nous a donné aucune piste, ni conseil. La colère était à son comble. Il n'y a personne pour les convoquer tous les trois mois pour leur demander où ils en sont des subsides reçus de l'Etat. Vous bossez sur quoi ? Ça n'avance pas vite votre histoire !

*Vous parlez de ressources, et des capacités que cela nous donne. On parlait de précarité culturelle. Au niveau de la précarité politique, on se place où ?*

On a du mal à trouver une dynamique franche, politique, sur laquelle s'appuyer pour s'organiser face à l'administration. La seule chose politique qu'on a vu émerger, ce sont des petits collectifs qui s'organisent contre des projets qui nuisent à l'environnement (méthaniseur). Mais contre la précarité, il n'y a pas de chose qui ont émergé même pendant les Gilets Jaunes. On a parlé vite fait d'auto-réduction, mais on n'a pas trouvé d'accroche. Pas pour l'instant. On est un peu isolés. Il y a des résonnances individuelles, des fois avec des arguments pertinents. Mais de là à impulser quelque chose, il n'y a pas cette dynamique locale.

## C'est important de hausser le ton

Nous, dans l'expérience qu'on a vécu, quand on a haussé le ton, les bureaux d'à côté, ils sont sortis voir ce qui se passait. Il est important que les personnes en face de nous sachent qu'ils n'ont pas la parole dominante.

Mais quand ensuite, on a eu un rendez-vous avec la conseillère en insertion et sa cheffe (de l'unité emploi), la cheffe nous a dit : « je sais que cela ne s'est pas bien passé, et que vous avez été à la limite de... » Et là elle se rend compte qu'elle a parlé trop vite. Je lui demande : « à la limite de quoi ? » « à la limite du respect ». On n'est pas naïf, mais on s'est rendu compte que très rapidement, ils avaient appelé celles qui nous suivaient pour lui dire qu'ils avaient des dossiers irrespectueux. Elles avaient été briffées qu'on était agressifs. Mais oui, on était en colère, mais on ne leur a jamais manqué de respect. Mais la colère était là. Déjà, ils étaient en situation dominante, mais ils ont continué pour que cela puisse avoir un effet en cascade sur nous.

On a eu les mêmes rapports avec eux que ceux qu'on peut avoir avec les flics, où c'est parole contre parole. Ils ont la parole dominante et le pouvoir, et toi, tu ne l'as pas.

On a la chance d'être à deux, mais on s'est retrouvé devant un tribunal, on l'a vraiment vécu comme ça. Et ça se répercute dans notre quotidien. On était aussi tendus que quand on avait des procès au cul.

La mise en scène est la même : tu es convoqué pour une évaluation qui va être suivie d'une sanction. C'est un tribunal. La sanction était déjà décidée avant même qu'on entre dans le bureau. C'est aussi comme ça dans le tribunal, l'avocat va voir son confrère, ils savent déjà aussi, avant d'entrer dans la salle. Ça ne diffère pas : cacher la sanction alors qu'elle est déjà actée.



# Précaire or not précaire ?



Je suis dans les métiers du care. Mais pour autant, suis-je un précaire ?  
Je prends soin des autres, de mes copains en premier lieu, mais comme tout le monde.

J'ai un CDD, renouvelable une fois, mais je ne me plains pas. Pour l'obtenir, il y avait du monde en concurrence, il a fallu passer plusieurs entretiens, montrer mon CV, et repasser un grand oral. Pour le renouvellement du contrat, j'ai encore passé un entretien, mais je n'ai pas eu à montrer mon CV, je suis parti à l'étranger, chercher du taf, au cas où.

Mon boulot consiste à prendre soin des pauvres, de « *ceux qui ne sont rien* », les chômeurs, les allocataires de minima sociaux les travailleurs pauvres. Il paraît que « *cela coûte un pognon de dingue* », moi, je regrette qu'ils ne s'en sortent pas. J'aimerais que, comme moi, ils puissent retrouver le chemin de l'emploi. J'avais démissionné moi-même, à une époque, sans savoir si j'allais choper ce CDD. J'ai sauté dans le vide alors, sans savoir si j'allais pouvoir me remettre *en marche*.

Moi, si je n'ai pas de précarité économique, c'est parce que j'ai des aides de l'Etat. Les gens, ils pourraient faire comme moi, se renseigner sur leurs droits (mais pas avant *leurs devoirs*), monter des dossiers après des banques, trouver les bons interlocuteurs, faire du collectif pour s'organiser. « *Mes droits, j'y ai droit !* » Et je me bats pour ça.

Heureusement, ce qui m'aide, c'est de parler la langue des dominants. La novlangue, celle que les « *illettrés* » et les « *amish* » ne comprennent pas. Cela m'aide à savoir où veulent en venir ceux qui me donnent des ordres, pour le compte de qui je mets tout à l'envers.

Je ne suis pas dans la précarité ? C'est vite dit. Je me sens mis en péril, ça oui. Il y a des tas d'envieux, « *qui foutent le bordel* » et qui refusent leurs conditions de travail par-ci, qui se rebellent par-là, même qui s'échappent maintenant dans la nature... Il y en a même qui « *veulent m'emmerder jusqu'au bout !* ». Le monde du travail n'est plus aussi solidaire qu'avant, pas ?

Il n'y a pas longtemps, j'ai été sauvé par un collaborateur hyper efficace. Il s'appelle virus. Il va, il vient, mais est toujours en soutien. Du coup, les pauvres se mettent à l'abri. Parfois, moi et mes copains, on les aide un peu. Et maintenant, on les voit sur le flanc, abattus, déprimés, et pour longtemps à ce qu'il me semble. Peut-être est-ce ce que les spécialistes appellent le « *covid long* » ? Mis à l'isolement, pour ainsi dire, ils n'arrivent plus à se relever.

Pour mon second CDD, les décideurs, les vrais qui restent dans l'ombre, m'ont donné comme mission de les remettre sur pied, afin de leur donner l'envie d'être utiles, de retrouver leurs places de travailleurs, comme au 19<sup>ème</sup> siècle. Et par le même coup, redonner à mes amis un peu d'espoir dans l'avenir, qu'ils puissent reculer leur horizon temporel de quelques empan.

En même temps, je vais essayer de réchauffer la planète, pour qu'ils fassent des économies de chauffage. Je leur préparerai des parcours de vie avec des talus fouillis, des fossés bien droits, et des embûches variées pour qu'ils retrouvent du dynamisme.

A la fin de mon CDD, comme il ne sera pas renouvelé, eh bien, je « *traverserai la rue* » pour trouver une autre place, au chaud. Ou je sauterai en *parachute*, doré si possible.

Je suis dans les métiers du care, mais pour autant, suis-je un précaire ?



voilà combien de jours  
voilà combien de nuit  
voilà combien de temps  
qu'tu glandes dans ton lit  
ça fait plus de douze mois  
qu'tu profites du chômage  
alors qu'au bar d'en face  
tu sais l'patron engage  
franchement c'était idiot  
que d'être horticulteur  
vu qu'c'est un secteur  
qu'est pas du tout porteur  
ah oui les gens s'en foutent  
qu'les jardins soient fleuris  
ce qui les intéresse  
c'est qu'on leur serve des d'mis

Dis quand travers'ras-tu  
dis au moins essaies-tu  
tu sais que même macron  
a un emploi précaire  
un CDD d'cinq ans  
et lui s'plaint pas tout l'temps

Pastiche de Barbara par les Goguettes...

# Un tremplin pour l'avenir ?



La précarité, c'est un choix qui a été pris dès l'enfance. J'ai vécu la scolarité comme une contrainte, voire comme une souffrance. Du coup, j'ai compris que travailler pour gagner de l'argent, c'était forcément contrainte et souffrance comme la scolarité. Je ne pouvais pas envisager le travail de cette manière, il fallait forcément que j'y trouve de la joie.

Mes premiers boulots d'enfant, c'était des cueillettes, de cassis, de cornichons. J'ai commencé mes premières cueillettes, j'avais à peine 10 ans. Mes voisins embauchaient des enfants, parce que les cassis (et encore plus les cornichons) étaient bas, on avait moins mal au dos que les adultes. On était payés, mais pas lourd.

Arrivés au lycée, on doit choisir une orientation, je me suis retrouvée en fac de lettres. L'idée était de devenir bibliothécaire, il n'y avait que ça qui m'intéressait. C'est à ce moment que c'est fait le choix. Au lycée, il y avait des groupes anars, des groupes trotskystes, j'avais fait pas mal de lectures, et des discussions. J'avais un certain mépris de l'argent : gagner de l'argent, c'était une forme de vol. C'est pour ça que j'ai du mal à gagner de l'argent, par le travail, mais aussi ce n'est pas simple, pour moi, de vendre mes produits. Il était hors de question que je passe ma vie à essayer de gagner plein d'argent. Ce n'était pas du tout imaginable. A l'inverse, les gens qui en ont l'ont forcément volé aux plus pauvres, mais ils sont dans leurs bulles, ils ne regardent jamais en bas.

En 1991, tout a basculé. Je suis retourné faire des cueillettes, dans des boulots d'étudiants. C'était là que je me sentais le mieux. Je me suis tournée vers l'agriculture bio, j'ai découvert la biodynamie. Et pendant six ans, j'ai alterné cueillettes, stages, formations. J'ai tourné sur plein de fermes. Les cueillettes étaient payées à la tâche, au poids. On trouvait des cueillettes là où les machines n'avaient pas encore pris toute la place. En 1991, je voulais ramasser les noix, mais il y avait déjà des machines, donc j'ai ramassé les châtaignes.

Pour les stages en biodynamie, je faisais des courriers, si j'étais prise, j'étais nourrie, logée, et payée quand ils pouvaient. A ce moment-là, ça m'allait, cela me permettait de prendre le train et de continuer. Ça me plaisait cette vie-là, un peu de vagabond. Quand tu n'as pas de maison, tu n'as pas besoin de beaucoup. C'était un peu le woofing d'avant.

Là où cela se complique, c'est quand on veut en faire son métier. On revient à la case argent, profits, chiffre d'affaire, étude de marché, prévisionnel d'installation, est-ce que je demande la DJA (dotation jeune agriculteur), il y a des conditions à ça : un certain âge et un certain niveau d'études, le BPREA. De toutes manières, on ne voulait pas de ces aides.

En 1996, on s'est installés, avec mon compagnon. Il avait un héritage, une ferme familiale. On s'est inscrits à la MSA comme cotisants solidaires (environ 500€ par an). Cela nous donnait le droit de vendre, maraîchage et petits fruits. On restait dans le dispositif RMI et on gardait la CMU, parce que être cotisants solidaires ne donnait aucune protection. Maintenant, la cotisation solidaire a augmenté et donne droit à la Sécu. Cela a duré six ans.

Quand j'ai quitté mon compagnon, je n'avais plus de foncier, et j'étais mère célibataire avec trois enfants. C'était en 2003. J'ai enchaîné les mésaventures, les petits boulots, les chèques emploi-service, les CDD, du bénévolat, en espaces verts, en horticulture, en maraîchage.

C'était quand même bien d'avoir ces petits boulots, c'était du lien avec des gens. Socialement, tu existes un peu plus quand tu vas au boulot le matin et que tu es visible. J'ai eu un « contrat avenir » (l'équivalent des TUC) dans un grand domaine appartenant à une communauté de communes. J'étais dans un jardin, non productif, c'était un jardin « à visiter ». Je faisais de l'animation pédagogique, j'existais. A la fin, j'ai proposé de créer mon poste au sein du jardin. Ils ont refusé, parce que cela les arrangeait d'avoir des contrats aidés, renouvelables. A la place de l'animation, ils ont mis des panneaux pédagogiques sur les chemins ! C'est violent, parce que j'étais volontaire. Même quand on s'investit, qu'on s'appuie sur ces petits contrats précaires. Et on est sensé s'insérer, « c'est un tremplin pour l'avenir », c'est ce qu'on nous dit. Et quand tu le prends vraiment pour un tremplin, on n'en veut pas. Le tremplin, il est pour qui ? Je le savais : je voyais l'attitude des personnes au conseil municipal vis-à-vis de nous, quand ils venaient dans le lieu, c'était d'un mépris... Je n'ai pas été surprise. Et tant mieux, je n'avais pas envie de bosser pour eux, finalement.

Les chèques emploi-service, c'était du dépannage. J'étais seule avec mes enfants. Je luttai contre le trou noir. J'allais chez des gens, tondre, etc. Ce fut une aide. Pour moi, cela a toujours été une certaine aide. Même le bénévolat. Tant que cela m'a apporté quelque chose, je l'ai fait.

Le bénévolat, c'était dans un jardin associatif, association de permaculture. Cela me permettait d'être avec des gens, de ne pas être seule. J'ai fait ça un an. On voulait faire un jardin collectif, social. On était six « gueules cassées ». On était contents d'être ensemble. On voulait juste repartir avec notre panier de légumes. Mais une conseillère municipale voulait qu'on fournisse la moitié de la récolte pour la mise à disposition du terrain. « On était redevables ! ». Alors qu'au concours des villages fleuris, ils avaient déjà une fleur, ils en ont gagné une deuxième grâce à notre jardin qui était très beau. Une fois de plus, les gens brillent grâce au travail des bénévoles ! On est tous partis. Il y en a deux qui sont retournés au Resto du Cœur... Les gens venaient cultiver leurs légumes, pour manger. Et pour être heureux ensemble. On s'est un peu bagarré, mais on les a lâchés. Tant pis pour eux. J'ai arrêté le bénévolat après ça !

On a essayé de monter un SEL. C'était un engagement autre.

J'ai toujours eu un jardin. J'ai toujours eu des idées. Et c'est en 2019 que j'ai pu réaliser ce projet. J'ai trouvé un petit terrain, 6300m<sup>2</sup>, avec de l'eau (mare et sources) et maison à rénover. Et là, je plante une forêt jardin, vivaces, comestibles, arbustes, petits fruits et parcelle potagère. Mon idée première, c'est les fruits (pommes, abricots, cassis, myrtilles...). Et je vais aller y vivre, en habitat léger, le plus possible en autonomie. Je serai encore cotisante solidaire, avec la Sécu. Et en plus je peux travailler à l'extérieur en dépannage. De la CAF, je vais aller à la MSA. Comme j'ai encore un fils avec moi, les prestations seront versées par la MSA. Il faudra que je me dépatouille, avec l'assistance sociale MSA. Il faut que je me fasse aider, sinon c'est la galère. La cotisation va être calculée en fonction de ma surface et de ce que je vais planter, ou alors, je peux déclarer le nombre d'heures travaillées. Ce n'est pas lié au revenu, mais au travail. Quand on est sur de petits projets, il faut faire au plus simple et ne pas faire comme les grands.

A certains moments, je serai débordée, toute l'herbe pousse en même temps. Visuellement tu as l'impression d'être débordée, mais pas surchargée de travail, tu fais chaque jour ce que tu peux. Travailler, oui. Mais pas au point... J'ai appris à faire attention à moi.

Là, j'ai un travail dans une recyclerie pour vivre dans une maison et payer mes factures ; le jour où je pourrais aller vivre sur mon terrain en habitat léger, j'aurai moins de facture, et je pourrai travailler sur mon jardin à plein temps, et je commencerai à vendre mes produits. Et je pourrai arrêter mon travail salarié. Je pensais pouvoir travailler à côté pour avoir un peu de sous, et travailler sur mon terrain. Mais ça ne va pas, je n'ai pas assez de temps. Donc, pour arrêter de gagner des sous à la recyclerie, il faut que je n'aie plus de factures à payer, et donc aller vivre sur mon terrain et m'y consacrer à plein temps. J'aurai moins de pressions. Je vais vendre un soir par semaine à des voisins

qui me le demandent. Puis un petit marché ensuite. Ceux qui m'achètent me demandent le juste prix, ils m'aident.

Mon travail, ce sera aussi d'aller à la recherche des clients pour vendre plus, même en confitures, coulis à des confituriers, parce que j'aurai besoin de plus d'argent, forcément. Par contre je refuse tout contrôle en bio. C'est une arnaque de plus. Je mettrai sur un petit panneau : jardin cultivé sans engrais ni pesticide, venez-voir, vous-mêmes.



Je travaille en recyclerie, en chantier d'insertion. C'est fou, les situations que je vois. C'est une grande association départementale. Elle a un atelier de menuiserie, un garage solidaire, espaces verts, et écopaturage. A la recyclerie, on est 15 : 9 au tri et 6 au déménagement solidaire. C'est l'économie solidaire... qui doit rapporter, bien sûr. On récupère tous les dons, on trie, et on revend à petits prix. Tout ce qui se jette habituellement. On ne fait pas friperie, pour des histoires de monopole sur le territoire... On est embauchés sur des contrats de 4 mois renouvelables. On reste demandeurs d'emplois. On travaille 27 heures en chantier d'insertion et on cherche du travail à côté. On peut faire des stages Tout le monde essaie de retourner vers l'emploi salarié (sauf moi qui aie un projet). Ils nous poussent vers l'emploi. Ils touchent des subventions pour chacun d'entre nous.

Ça nous dépanne. Quand j'ai eu ce boulot à la recyclerie, cela faisait des mois et des mois que je galérais financièrement, cela a été une bouffée d'oxygène. Mais si par certains côtés, c'est compliqué, ce travail, il m'aide. Mais il ne faut pas non plus leur demander trop d'humanité, parce qu'il n'y en a pas plus qu'ailleurs. Il y a un copain qui a émis une idée intéressante : « ce qui aurait été génial, c'est que cette recyclerie soit la nôtre, qu'on nous la confie et qu'on soit porteurs de ce projet-là. On l'aurait portée ensemble, quitte à être un peu guidés. Mais que ce soit sans hiérarchie ». Mais ce n'est pas faisable, parce que ceux qui portent le projet sont ceux qui te dirigent, qui vont te poser un blâme pour une critique qui n'a pas plu, ou te mettre six jours de mise à pied pour absence injustifiée (alors qu'il y a carence de médecin sur la ville). On n'a pas à donner notre avis, ils nous rappellent qu'on est des exécutants. On est infantilisés. Il faut qu'on soit adaptables, qu'on ne soit pas trop cassés, qu'on comprenne les consignes. Dans le groupe, on va accepter que des gens ne soient pas adaptables, si les autres du groupe compensent. C'est pas correct...

Mais c'est une petite bouée pour certains. Pour d'autres, ils vont rester deux ans, et quand ils partiront, ils vont retrouver ce qu'ils ont quitté. Du tremplin, tu te casses la gueule. Au début, tout le monde dit que c'est super, parce qu'on était tellement en galère avant ! Mais assez vite, ils réalisent que c'est comme tout boulot : quelques dysfonctionnements, du mépris, etc.

Ma conclusion, c'est que tout seul-e, on n'y arrive pas. Il faut s'entraider d'une manière ou d'une autre. Cela me semble une évidence. Il y a des gens qui n'ont pas de voiture. Ils prennent le train pour aller travailler, ou ils font du stop, ou ils vont à pied, ou ils ne vont pas travailler du tout, parce qu'ils ne peuvent pas. Alors qu'on pourrait faire du covoiturage, ou mettre en place des voitures partagées. Mais les gens pensent qu'ils peuvent s'en sortir individuellement. On a tous appris à se débrouiller tout seul.

# Il faut montrer qu'on est prêt à péter un câble



Je suis parti à retravailler.

Quand tu retravailles, tu as l'impression d'être tranquille. Tu as l'impression que la CAF te lâche les baskets, mais en fait pas du tout.

J'ai plein d'histoires à raconter, c'est drôle, c'est du stress aussi, j'ai beaucoup stressé avec la CAF. C'est pendant quelques jours, et après ça se détend, parce qu'il y a des avantages quand même.

J'ai choisi de ne pas avoir de logement, d'habiter à droite à gauche.

J'ai choisi... dans la limite des choix disponibles.

A un moment, j'ai voulu un logement confort pour inviter des gens. Mais je n'y arrive pas, je me dis faut persévérer. Mais je n'y arrive pas, je me décourage, j'arrête. Sans logement, il y a quand même des avantages, mais dépendre des autres, c'est fatigant. Je suis fatigué

Je retravaille. Je ne vais pas sur le site de la CAF, ils m'emmerdent assez, je ne vais pas aller sur le site. C'est bon, je touche la thune. Mais il y a des gens qui ont besoin de cette thune du RSA

On vit avec des gens qui ne peuvent pas toucher le RSA, on le touche, on le partage. Et oui, on volait un peu, ce n'est pas une fierté, mais c'est un moyen d'économiser de l'argent. Quand ça marche, ça fait des économies. Quand ça foire, ça fait pas des économies, c'est même plus cher !

Je retravaille dans une ferme, je suis déclaré qu'à mi-temps, un petit salaire. Du coup je peux toucher un petit peu de RSA, je me reconnecte à la CAF. Non, je leur envoie des courriers, parce qu'ils te suivent où tu te connectes. C'est ça la réalité. On a demandé à certains pourquoi ils se sont connectés en Allemagne ! Ils regardent où tu te connectes. Je me dis : il y a assez de contrôles comme ça, j'envoie un courrier pour leur dire ma situation. Peut-être ils regardent d'où tu postes le courrier, je ne sais pas...

Bon, je ne reçois plus de RSA. Je me dis ce n'est pas très grave, j'ai un salaire. Mais à un moment, je m'inquiète quand même. Je renvoie un courrier pour leur demander pourquoi. Ils m'envoient un courrier en me disant « on a transféré votre dossier à un nouvel organisme, salutations »

Je suis là : un nouvel organisme ? Ah oui, je travaille en agriculture, c'est la MSA, que de la joie ! Tu penses avoir des droits à la CAF, mais eux, ils te transfèrent à un nouvel organisme. Du coup, je téléphone à la MSA, qui me dit de m'inscrire à la MSA du Morbihan. Je m'inscris, ils me disent que mon adresse n'est pas reconnue. Ils me connaissent des emplois en agriculture dans la Loire Atlantique. Oui, mais là, je travaille dans le Morbihan. Oui, mais il faut vous désinscrire de la MSA de Loire Atlantique.

Ça prend du temps tout ça, des semaines, mais je suis sensé être court, j'abrège.

Je leur envoie le papier de désinscription mais mon adresse n'est pas reconnue parce qu'un des employeurs n'avait pas réussi à enregistrer le certificat d'hébergement. Ça ne marche pas, ce n'est pas grave. Mais à un moment, le contrat s'arrête. Il faut que je me réinscrive, mais je ne suis plus dans le Morbihan. Je refais mon inscription à la MSA de Loire Atlantique.

Ça prend du temps, mais ça marche. Ils me disent : on va traiter ça, mais il faut vous désinscrire de la CPAM, parce que c'est la MSA qui prend en charge la santé. Du coup, je me désinscris de la CPAM pour m'inscrire à la MSA. Je pars un moment, quand je reviens je reprends contact. Ils me disent qu'il y a des papiers qui manquent. Je les renvoie. Ils me disent que j'ai des droits RSA, mais qu'ils ne sont pas compétents. Ils me renvoient à la CAF du Morbihan. Ils me disent que la MSA doit signifier par courrier qu'ils ne sont pas compétents. Je retourne, physiquement, à la MSA. Ils finissent par envoyer le papier.

Et là, j'ai touché le RSA. Cela m'a pris 7 mois.

Et maintenant, je retravaille dans le Morbihan !....

Ça fait du stress. A un moment, j'ai laissé couler, j'étais épuisé, un peu.

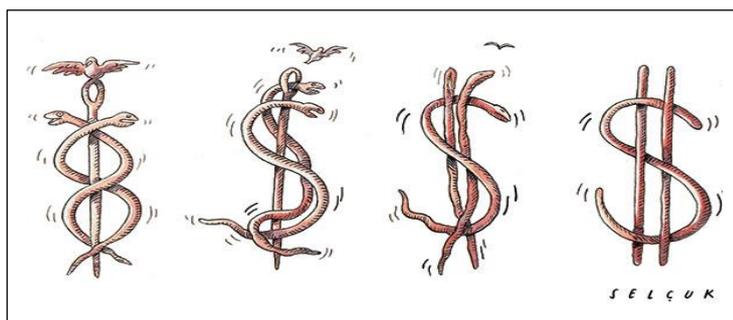
A un moment, la précarité, il faut avoir des armes et du soutien, sinon tu ne t'en sors pas.

J'ai rencontré la sœur de Djamel, il s'est mis un bidon d'essence devant Pôle emploi à Nantes, en 2014. Pôle emploi lui réclamait 600 € qu'il niait. C'était une question d'honneur, et l'honneur tu n'y touchais pas. Ils y ont touché et...

Pour moi, j'rigole.

Ça fait partie de trucs qui t'arrives tous les deux ans. Tu en discutes pour ne pas péter un câble Et là il a péte un câble. Djamel, c'est le côté spectaculaire. Mais ça arrive, il y a tous ceux qui pètent un câble sans s'immoler, mais ça arrive.

C'est une machine qui est sensée te décourager de toucher un minimum de sous. Dans un système où tu en as besoin pour survivre, tu essaie de t'organiser ou vivre autrement. Ils te font culpabiliser jusqu'à te retrouver dans des situations où tu es humilié ou vexé parce que tu réclames des miettes. Des miettes (des centaines d'euros).



En 2010, je me suis mis en RSA couple avec une personne, elle avait moins de 25 ans. Je ne la connaissais pas. On touchait 730 € à nous deux. A un moment, je reçois un courrier, ils me ponctionnaient un peu plus de 100 € par mois, jusqu'à concurrence de 5300 €. Je me demande ce qui se passe. En fait, elle était déclarée chez ses parents qui payaient ainsi moins d'impôts. Et comme c'est moi qui touchais le RSA couple, c'est moi qu'ils ponctionnaient.

Du coup, avec un pote, on est allé à la CAF. On s'était préparés, on s'était dit, si ça ne marche pas on revient à plusieurs. A l'époque, on pouvait rencontrer quelqu'un au guichet, sans rendez-vous. Impossible aujourd'hui

On a exposé la situation au guichet. On a dit : « vous ne nous intéressez pas, on veut rencontrer concrètement la personne qui a pris cette décision qui fait que la CAF me ponctionne 5300 € sans m'en parler. On ne bouge pas d'ici tant qu'on ne voit pas cette personne. C'est une exigence. Si on ne la voit pas assez rapidement, on va crier. On va crier et ça va faire mal aux oreilles. »

Il fallait trouver un truc, je n'allais pas payer pendant des années. Au guichet, la personne a dit : « je ne sais pas qui a pris cette décision. » « Nous non plus on ne sait pas mais on veut la rencontrer. » Quelqu'un arrive en disant : « je suis chargé de l'accueil de la CAF », « oui mais si vous n'avez pas pris cette décision, vous nous intéressez pas, on veut voir la personne qui a pris cette décision. Et si vous n'avez pas pris cette décision on va commencer à crier. »

Et on a commencé à crier. Il a dit « ok, ok, ok ! La personne est montée à l'étage. On voyait que ça commençait à se bouger. On rigolait parce qu'on était détendus. La personne qui avait pris la décision est descendue escortée de deux autres personnes, plus deux de la sécurité incendie : ils étaient cinq.

Il nous a dit : « c'est une situation particulière, il y a des arriérés, la personne, etc... » Le copain a dit : « c'est une situation particulière, vraiment, vous pensez ? » « Oui, je pense. » Le copain s'est levé et a demandé dans le hall : « est-ce qu'il y a une personne qui est dans la même situation ? » Et il en a trouvé une. Le gars de la CAF a dit : « j'appelle la police. » Il a commencé le numéro, puis il a raccroché.

La situation avait basculé. Il a demandé ce qu'on voulait. « Une annulation. Ya pas moyen. » Mais ça bloquait, les insultes commençaient. Mon pote lui a demandé s'il assumait en rentrant chez lui, devant les gens qu'il connaissait le fait de prélever de l'argent tous les mois sans prévenir, des gens qui gagnaient moins que lui. Le gars a dit : « ce sont des affaires privées, vous n'avez pas le droit. »

On a recommencé à crier. Ça a duré, duré, duré. On lui a demandé un écrit, comme quoi c'était annulé. Il n'a pas voulu, on a fini par partir.

Le mois d'après ils m'ont rendu les 100 balles et ils ne m'ont rien prélevé.

Je pense que j'étais avec quelqu'un qui n'avait pas peur du scandale, de la honte. L'étape d'après, c'était de revenir à plusieurs et de monter dans les bureaux : annulation directe. On se marre, mais ce n'est pas drôle, il y a des cas dramatiques où tu en meurs, les autres c'est du silence, tu te fais humilier

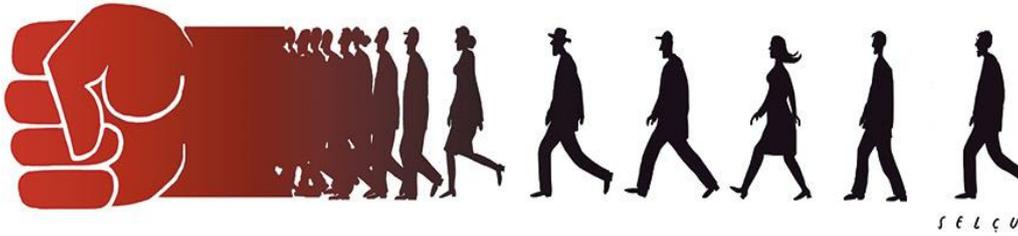
Le RSA, ce n'est pas satisfaisant. Je n'ai pas envie de vivre dans un monde où c'est l'état qui gère la solidarité financière de quelques centaines d'euros. Mais le problème c'est qu'on est là-dedans c'est vital, un peu d'argent. Les occupations à plusieurs, c'est juste se donner de la force

Tu passes pour des fous.

Des fois, tu es obligé de sortir des discussions rationnelles de dossiers techniques avec l'administration. Des fois, il faut péter des câbles, tout en en ayant conscience, il faut péter des câbles Ça touche une limite chez la personne en face qui se rend compte qu'elle pousse les personnes à bout.

Là on a cru qu'on était partis sans rien. Mais ils ont tout annulé, et je n'ai plus eu de prélèvement. Des fois ça marche, des fois ça ne marche peut-être pas.

# L'expérience des chômeurs en 97/98



On se questionne sur le fait de s'organiser collectivement.

Mon expérience date des années 1990, d'autres ici ont été actifs à la même période. J'étais salariée dans une association de chômeurs. J'y suis entrée parce que j'étais au chômage, avec une impossibilité, incapacité à mes yeux, de trouver du travail. J'étais en dépression ça a été très dur à vivre, comme plein de gens. Et un travailleur social m'a proposé un contrat aidé dans une association de chômeurs.

A la fin de l'année 1997 et début 1998 a commencé le mouvement national des chômeurs. A cette époque-là, les associations de chômeurs étaient fortes et organisées ; il y avait trois organisations de chômeurs principales : AC ! MNCP, APEIS, plus un syndicat de chômage, la CGT CHÔMEURS au niveau national. Avec plein de petites associations sur le territoire qui ont disparu pour un grand nombre

J'étais en contrat emploi jeune pendant 5 ans. Je suis partie parce que je trouvais que c'était compliqué d'être salariée dans une association de chômeurs. Si on considère que c'est un collectif autogéré, avec des chômeurs qui s'organisent entre eux, cela pose des problèmes d'avoir une salariée. Elle cumule toutes les tâches, et il y a une forme de prise de pouvoir de fait, involontaire, mais il y a une difficulté pour que les gens autour s'investissent. J'ai quitté l'emploi.

Il y a beaucoup d'associations de chômeurs avec cette problématique et qui se sont du coup institutionnalisées. Cela a changé la donne. Aujourd'hui, il y a des associations beaucoup plus faibles ou très peu de collectifs par rapport à ce qu'il y avait à l'époque.

La difficulté de s'organiser est aussi lié au fait qu'on a de plus en plus individualisé les gens. Les structures publiques d'accueil sont de plus en plus réduites. On dématérialise avec internet, on ne peut plus aller à la rencontre des personnes. Tout le monde est isolé.

Une évolution dans le militantisme ?

On pourrait faire un parallèle avec les Gilets Jaunes. Il y a un moment propice et ça se déclenche.

En 97/98, c'était parti sur la revendication de la prime de Noël sur Marseille, avec la CGT chômeurs. Puis, il y a eu des occupations partout sur le territoire. Il y avait une structuration antérieure : il y avait eu des marches de chômeurs un peu avant, un contexte qui favorisait la mobilisation.

Aujourd'hui, il y a une réforme de l'assurance chômage hallucinante, mais ça ne prend pas. Comment on fait ? Les gens ne sont pas fédérés, alors... Mais pourtant, les Gilets Jaunes n'étaient pas fédérés...

# Quelle imagination pour reprendre la main ?



Fin de l'année dernière, il y a eu le second volet de la réforme de l'assurance chômage qui a été mis en place, avec un premier volet qui avait été mis en place quelque temps plus tôt. Le deuxième volet devait être mis en place en même temps que la réforme des retraites, mais ça a été suspendu par le Covid. Et repassé dès la fin des mesures de l'état d'urgence, c'est une des premières mesures qui est revenue sur le tapis.

Je voulais parler très rapidement de ce qui s'est passé à Brest.

Au moment de la réforme des retraites, il y avait eu quelques occupations et quelques tentatives de faire exister, au sein du mouvement des salariés très classique, le fait qu'il y ait une réforme d'austérité qui allait dans le même sens et qui était sur l'atteinte des droits des gens bénéficiant du chômage, avec un recalcul avec la prise en charge des jours non travaillés. Du coup des pertes énormes des indemnités chômage

On avait très pâlement essayé de le faire exister au sein du mouvement des retraites... C'est toujours la difficulté d'exister en tant que précaires, ou personnes refusant le travail ou personnes étant au chômage dans un mouvement de salarié-es qui défend avant tout les intérêts des salarié-es. C'est une question qu'il faut se poser

Là, on s'est dit on ne va pas se laisser avoir. On avait envie de redémarrer un mouvement à l'image de 2009/2010, le mouvement contre la réforme chômage précédente où il y avait eu un mouvement assez actif dans la région brestoise : avec la mairie occupée plusieurs jours, des occupations assez systématiques du Pôle emploi. Et on avait vu que cela avait payé. Là, on y allait occuper Pôle Emploi à 10, 20, 30, et plus, avec un systématisme. Et à chaque fois, Pôle emploi était bondé, on rencontrait du monde, on en profitait pour débloquer un dossier de trop-perçus, de retard, etc. Avec un truc de dire : nous on va à la direction, de monter dans les bureaux de la direction. A la fin, tu arrivais et on nous disait : oui, oui, on vous appelle le directeur. Vraiment une sensation de redresser la tête.

Bon, la réforme est passée. Mais très localement, on a eu l'impression d'un vrai rapport de force ; avec Pôle emploi. Si les gens avaient un problème, ce n'est pas on y va a deux. On pouvait réappeler les gens et dire : on y va.

L'ambition était un peu était un peu de reprendre les manières de faire : partir sur des occupations de Pôle emploi pour faire pression. On a essayé de lancer des appels dans quelques villes où on avait des contacts. On a eu une absence de réponses. Et localement, c'était une petite poignée de gens (10/15 personnes).

Ça tombait en même temps que la lutte contre le pass sanitaire. On a essayé de porter ces questions-là (ils annonçaient déjà le retour de la réforme des retraites). On s'était dit que, au sein de mouvement anti-pass, c'était une manière de faire exister aussi des questions sociales sur l'austérité. Dans le mouvement anti-pass, il y eut très peu de répondant, hormis les bibliothécaires. Il y a eu une

forme de soutien avec les bibliothécaires qui étaient en grève contre le pass, et des gens du spectacle et quelques personnes en dehors du monde du travail.

Il faut savoir que ça, ça arrive quelques mois après le mouvement des intermittents qui avaient occupé des théâtres, qui avaient réclamé des années blanches. Et qui annonçaient un mouvement contre la réforme chômage, en demandant son retrait pendant les occupations des théâtres. Nous, ça nous a conduits à faire quelques occupations, à une poignée, il restait deux intermittents, les autres avaient repris le boulot.

Il était censé rester un collectif. Mais malgré toutes les prises de contact, il n'y avait plus personne. On a donc fait les mêmes modes d'action qu'en 2010, à peu de personnes.

Je voulais en parler parce que ce qui était assez frappant, c'est qu'on a débarqué dans des Pôles emploi totalement vides. Ce qui était frappant, c'est d'arriver, de tomber sur les conseillers, d'exiger les mêmes choses qu'avant, mais sans faire de rencontres.

On a fait une occupation, on était 7. Il y a eu moins de gens que nous à être passés toute au long de la matinée dans Pôle emploi. Sept sur une ville de 200 000 habitants. On avait apporté du café. On s'est dit : « on va servir du café à qui ? » La direction descendait, disait : « vous ne pouvez pas rester là. » Avec le fait que tu ne gênes plus. Il y a eu des contacts avec des conseillers un peu sympas, comme ça se faisait en 2010.

Mais maintenant dans les administrations, il n'y a plus personne en face, ce sont des algorithmes qui répondent. Tu es seul-e devant des machines, on ne peut plus avoir de nom. Maintenant, les occupations sont plus aléatoires, ils disent que la personne responsable n'est pas là et ils appellent systématiquement les flics. Ou on t'envoie le médiateur, qui est là pour t'occuper et te renvoyer à une réponse ultérieure. Pour Pôle emploi ou la CAF, c'est pareil, les créneaux horaires se réduisent, le nombre de personnes a diminué, on te renvoie à internet. Tu peux leur mettre la pression, mais tu perds l'occasion de rencontrer les gens.

La réforme chômage est passée. Mais par exemple sur la question du travail obligatoire dans le cadre du RSA, la question se pose : si on arrive à mettre en place des collectifs ou des assemblées un peu fortes, quels leviers d'action a-t-on vis-à-vis de ces administrations qui se sont dématérialisées, profitant du Covid. ?

A Brest, il y a un collectif chômeurs-précaires qui se réunit toutes les semaines. Ils essaient de faire exister cette question de la permanence, de la durée dans le temps. Les permanences ne marchaient pas bien, ils se sont dit que c'était parce qu'ils les faisaient dans un lieu central et qu'ils ne rencontraient personne. Du coup, ils se sont mis à faire des permanences - café dans un quartier un peu périphérique, en pensant rencontrer des gens plus touchés économiquement. Ils disent : « il y a des gens qui s'arrêtent boire un café et causer avec nous. Mais ça n'a jamais pris sur le fait de se défendre collectivement ou de faire des choses ensemble. »

Dans l'éventualité où un mouvement renaîtrait, c'est quoi l'imagination qu'on a pour reprendre la main vis-à-vis de ces administrations ?



# Le « précarariat » comme misère de position

Compenser un déficit économique par des ressources culturelles,  
afin de se forger des outils politiques



Pour expliciter ce dont il est question dans cette proposition de redéfinition du « précarariat », on fera référence au concept de *misère de position*, tel qu'il est utilisé par Pierre Bourdieu quand il explique ce qu'il a tenté de faire dans le travail mené pour « *La Misère du monde* » [1993]. Au contraire de la *misère de condition*, socialement identifiée par des privations absolues de toutes sortes (matérielle, culturelle, politique), la *misère de position* renvoie à une misère qui n'est pas désignée et pensée comme telle. Elle nomme la souffrance de celui ou celle qui est en bas – non pas de l'espace social dans son ensemble, mais relativement à une position donnée dans l'espace social. Les personnes en situation de misère de position souffrent d'expérimenter le décalage entre l'ensemble des normes sociales imposées par celles et ceux qui sont en position dominante, et les moyens et ressources dont ces personnes disposent de fait pour parvenir à cet objectif. Elles ne parviennent pas à atteindre la place qui correspond à leurs anticipations. Pour se représenter spatialement cette situation sociale, il s'agit non pas de souffrances **horizontales**, *de condition*, propres à une classe, à un groupe, mais de souffrances **verticales** qui, à l'intérieur d'une même classe, d'un même groupe, frappent les individus situés au bas d'une échelle relative, ou à une place qui ne correspond pas à leurs attentes.

L'ensemble de normes dont il est question, est constitué « *des éléments du mécanisme de socialisation, tout à la fois des règles de conduites et des modèles de comportements suivis par les membres d'une société. Elles orienteraient ainsi l'action des individus et des groupes vers les agissements attendus par l'ensemble de la société.* » Mais derrière cette définition tout droit sortie d'un manuel de management ou de morale religieuse ou politique, il y a la *doxa*, en reprenant ce terme également à Pierre Bourdieu. C'est-à-dire un ensemble de présupposés dont l'acceptation est impliquée par l'appartenance même à la « société ». Elle formate l'interprétation des choses, puisqu'elle guide notre compréhension du monde social, eu égard, en premier lieu à la classe d'appartenance, et, en second lieu, au champ d'activité auquel on appartient. Elle délimite l'espace de discussion légitime, excluant comme absurde ou impensable toute tentative pour produire une position non prévue. La *doxa* revêt une charge politique car elle normalise et légitime un ordre hiérarchisé et conflictuel.

Pour les « précaires », il ne s'agit pas seulement de pratiques et d'actions en tant que telles (comme l'illustrent les innombrables exemples possibles aux différents « niveaux » de la pyramide sociale), mais aussi d'un rapport, subi ou choisi, à la doxa, ou contre elle, aux « valeurs » (travail, famille, patrie, etc...). Donc en s'appuyant sur ces deux propositions (misère de position et doxa), on peut retrouver les nuances exprimées dans les témoignages de cette brochure entre trois positions : « subie », « choisie », et, en tant que perspective, « imposée par la lutte », avec toutes les combinaisons possibles entre ces trois pôles du « précaire ». Si la position de « précaires » suppose une prise en compte de la norme d'action ou de comportements, elle peut se vivre soit, autour du **premier pôle**, comme stigmaté dévalorisé par l'entourage et les administrations (se situer, et être situé, en déclassé par rapport à la norme intériorisée et subie) soit comme stigmaté permettant de se revaloriser à ses propres yeux, mais sans modifier substantiellement le jugement de l'entourage et des administrations (rejet de la doxa parce qu'on ne dispose pas ou plus des ressources permettant d'atteindre la norme). Autour de ce **deuxième pôle**, les personnes se regroupent en assumant une mise à distance du stigmaté économique par la mobilisation et la mise en commun de ressources culturelles.

Finalement, **troisième pôle**, cet exercice *d'exorcisme* du « précaire », tentant de combiner une position économique fragile et un recours à des représentations culturelles, cherche à forger un outil politique, en tant que (porte) paroles d'individu-es et de groupes en lutte, dans un monde social marqué par des grandes inégalités et de faibles moyens pour les combattre. En d'autres termes, faire reconnaître, de gré ou de force, et imposer cette revalorisation par l'ensemble des institutions. Une misère de position assumée, des ressources culturelles mises en commun, une cohérence et une démarche politique pour faire face et front contre nos ennemis collectifs.

Nos moyens sont largement basés sur cette capacité très inégalement répartie : parler à d'autres des autres, pour parler aussi de soi, et agir collectivement : « *Les sociétés modernes sont des univers très différenciés, et on n'est jamais là où on aimerait être. Cela produit énormément de souffrances qu'on ne prend pas au sérieux et qui déclenchent d'autres souffrances.* » Pierre Bourdieu.

